

COUP D'OEIL DE L'OBSERVATOIRE

En collaboration avec:


 Chaire de leadership en enseignement
 Roméo Dallaire sur les conflits civils
 et la paix durable
UNIVERSITÉ
LAVAL

COLOMBIE : LE PÉRIL DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS



Des leaders sociaux et des défenseurs des droits colombiens participent à une marche du 1er mai à Bogotá, Colombia, en 2019. (© Raúl Arboleda/AFP/Getty Images)



AUTEUR : LAURIE CROTEAU MEDINA

Laurie est diplômée de la maîtrise en études internationales à l'Université de Montréal et Coordinatrice du réseaux d'organisations de la société civile canadienne en Bolivie (COCAB).



Depuis plusieurs décennies, la Colombie est confrontée à une violence persistante qui est alimentée par un conflit armé interne, des inégalités sociales profondes et des tensions politiques. En dépit de l'espoir d'une transition vers une paix durable suscité par l'accord de paix signé en 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), les défenseurs des droits humains (DDH) continuent d'être la cible de violences persistantes et ciblées.

Ces acteurs essentiels de la justice sociale interviennent dans des domaines variés : certains sont des leaders communautaires luttant pour les droits fonciers, d'autres sont des militants écologistes s'opposant à l'exploitation illégale des ressources naturelles, ou encore des journalistes indépendants dénonçant les abus de pouvoir. Ils sont quotidiennement confrontés à des menaces, des assassinats et des actes d'intimidation, ce qui met en péril tant leur sécurité personnelle que leur mission.

En effet, la Colombie demeure le pays le plus dangereux pour les DDH, avec plus de 1200 assassinats documentés depuis 2016 (Human Rights Watch, 2024). Ces violences représentent un obstacle majeur au progrès des droits de la personne dans le pays et à la construction d'une paix véritable et durable.

Contexte historique et politique

Depuis les années 1960, la Colombie est plongée dans un conflit armé complexe qui trouve ses origines dans des inégalités sociales et économiques profondément enracinées, notamment une concentration excessive des terres agricoles entre les mains d'une élite restreinte et une marginalisation des communautés rurales. La faiblesse structurelle de l'État dans ces régions a favorisé l'émergence de divers groupes armés cherchant à combler le vide laissé par les institutions publiques.

Parmi ces groupes, les FARC et l'Armée de libération nationale (ELN) ont émergé en tant que mouvements de guérilla revendiquant une redistribution des terres et une justice sociale. En réponse, des groupes paramilitaires, souvent soutenus par des élites locales et des acteurs privés, se sont formés pour combattre les guérillas, contribuant ainsi à l'intensification de la violence (Celis, 2019; Melamed & Espitia, 2017).

La dynamique de ce conflit s'est complexifiée avec l'apparition d'organisations criminelles tirant profit de l'économie illégale, par exemple la production et le trafic de drogues, ainsi que l'exploitation minière illégale. Ces activités ont intensifié les luttes pour le contrôle territorial et ont entraîné des rivalités entre acteurs armés. Ce conflit prolongé a engendré des conséquences désastreuses sur la population civile, tels que des massacres de communautés entières, des déplacements forcés massifs affectant des millions de personnes, des disparitions et des actes de violences sexuelles (Melamed & Espitia, 2017).

Sur le plan politique, cette période a été marquée par des tentatives sporadiques de négociations de paix, souvent infructueuses, en raison de la méfiance mutuelle entre les parties et de la difficulté à aborder les racines structurelles du conflit.

Alors que l'État colombien cherchait à renforcer son contrôle territorial par des opérations militaires, les acteurs armés non étatiques continuaient à se financer par des activités illégales, ce qui a alimenté un cercle vicieux de violence. Selon la Commission de la vérité, le conflit a fait au moins 450 000 morts et 7,7 millions de déplacés entre 1960 et 2016 (Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición, 2022).

L'accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement colombien et les FARC a marqué une étape fondamentale en offrant une opportunité de mettre fin à plus de cinq décennies de guerre civile. Négocié sur plusieurs années à La Havane, cet accord historique reposait sur des engagements clés : la démobilisation des combattants et leur réintégration dans la vie civile, des réformes agraires destinées à remédier à l'inégalité de la distribution des terres et la mise en place d'un système de justice transitionnelle pour juger les crimes commis pendant le conflit. Il visait également à traiter les causes profondes de la violence (Vasquez, 2023).

Cependant, les espoirs suscités par cet accord ont rapidement été ébranlés. Sa mise en œuvre a été entravée par de nombreux obstacles, comme la faiblesse structurelle de l'État dans les zones rurales et la lenteur des réformes promises, en particulier la réforme agraire et les mesures de justice transitionnelle.



Manifestation appelant à une meilleure protection gouvernementale des habitants des communautés isolées du pays, le 21 octobre 2020, à Bogotá, en Colombie. Les peuples autochtones ont été touchés de manière disproportionnée par les meurtres de défenseurs des droits humains en Colombie. (© 2020 Sebastián Barros/NurPhoto/Getty Images)

Si les FARC ont officiellement déposé les armes et se sont transformées en parti politique sous le nom de Force alternative révolutionnaire du commun, certaines factions ont refusé de participer au processus de paix. Ces groupes dissidents, souvent constitués d'anciens combattants insatisfaits ou exclus de la réintégration, ont rejeté l'accord et ont repris les armes.

Aujourd'hui, ces dissidences des FARC, aux côtés d'autres groupes armés et diverses organisations criminelles, cherchent à contrôler les territoires anciennement occupés par la guérilla démobilisée. Leur présence a ravivé les conflits locaux et a accentué l'insécurité dans plusieurs régions, ce qui aggrave la vulnérabilité des défenseurs des droits humains et des leaders sociaux.

Bien que l'accord de 2016 ait marqué un tournant historique, la persistance des violences et l'application incomplète des mesures prévues démontrent que la Colombie fait encore face à d'importants défis pour établir une paix durable.

Les multiples visages des DDH

En Colombie, les DDH forment un groupe particulièrement diversifié et impliqué dans des luttes multiples pour la défense des droits fondamentaux, la justice sociale et la protection des communautés vulnérables. Leur engagement se situe à l'intersection de divers enjeux sociaux, économiques et politiques.

Dans des régions comme le Cauca, où les communautés autochtones Nasa luttent pour la récupération de leurs territoires ancestraux, ou le Chocó, habité majoritairement par des populations afro-colombiennes, les leaders communautaires sont au cœur des résistances locales. Ils s'opposent par exemple aux projets d'extraction minière, à la déforestation illégale et à l'installation de cultures industrielles. Ces leaders, perçus comme des obstacles à l'accaparement des terres, sont fréquemment la cible de menaces, d'intimidations ou d'assassinats (Celis, 2019).

Les militants écologistes, quant à eux, interviennent dans un contexte où la Colombie est confrontée à des enjeux environnementaux majeurs. Ils affrontent les pressions liées à l'exploitation illégale des ressources naturelles, telles que l'extraction minière, la déforestation et les cultures illicites. Leur lutte vise à protéger des écosystèmes essentiels, notamment les forêts tropicales et les zones protégées (Ballvé, 2020).

Ces combats s'entrecroisent fréquemment avec ceux des peuples autochtones, dont les territoires ancestraux sont particulièrement menacés. En septembre 2024, Jani Silva, leader de la réserve paysanne de La Perla Amazónica dans le Putumayo, a reçu une menace de mort après avoir dénoncé la pollution des eaux locales par l'entreprise pétrolière Amerisur. Parmi les tentatives d'intimidation les plus graves, une rumeur faisait état d'un plan visant à faire exploser la voiture qu'elle utilise régulièrement. Son engagement en faveur de l'environnement et des droits des communautés rurales et autochtones fait d'elle une cible persistante des groupes armés opérant dans la région (Amnesty International, 2024).

Les avocats spécialisés dans les droits humains sont également des acteurs incontournables. En plus de jouer un rôle important dans l'articulation et la représentation des luttes avec l'État et la sphère internationale, ils interviennent dans la représentation juridique des communautés touchées par des violations des droits de la personne.



Des rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), dans l'un des camps du groupe, au milieu de la jungle colombienne, en mars 2016. (© Federico Rios Escobar, Archives The New York Times)

Depuis 2016, plus de 1200 assassinats de DDH ont été enregistrés et selon le bureau du procureur général, seulement 166 condamnations ont été prononcées (Human Rights Watch, 2024 ; U.S. Department of State, 2023). En 2022 seulement, 186 défenseurs ont été tués en Colombie, représentant 47 % de l'ensemble des assassinats de DDH recensés dans le monde durant cette année (Front Line Defenders, 2023 ; Vallier, 2023).

Cette violence persistante, combinée à un climat généralisé d'impunité, constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre des accords de paix et à la protection des acteurs clés du processus de réconciliation.

Chacun de ces acteurs assume un rôle essentiel dans l'avancement des droits humains dans un contexte de violence et de conflits prolongés.

Les leaders communautaires jouent un rôle central, particulièrement dans les zones rurales isolées, où ils défendent les droits fonciers des populations autochtones, afro-colombiennes et paysannes. Ces communautés sont régulièrement menacées par l'expropriation illégale, les violences des groupes paramilitaires et les intérêts économiques de multinationales.

Ils œuvrent notamment pour la reconnaissance des droits des victimes et l'accès à la justice, en défendant par exemple les intérêts des communautés affectées par les conflits armés, les expropriations ou les violations des droits des travailleurs. Leur rôle est particulièrement important dans les efforts de restitution des terres aux familles qui ont été déplacées pendant la guerre civile (J. E. García Álvarez, 2023).

Enfin, les journalistes et les défenseurs de la liberté d'expression jouent un rôle central dans la documentation et la dénonciation des abus de pouvoir. Leur engagement se manifeste particulièrement à travers des médias alternatifs, qui occupent une place essentielle dans le paysage colombien, en marge des grands groupes de presse souvent critiqués pour leur traitement limité des enjeux liés aux droits de la personne. Des plateformes comme *Colombia Informa*, *Cuestión Pública* ou *La Silla Vacía* se distinguent par leur travail rigoureux et leur volonté de mettre en lumière les injustices, les cas de corruption et les violences subies par les communautés marginalisées.

Ces journalistes assurent une veille critique sur la situation des droits humains, souvent au péril de leur sécurité, et jouent un rôle important dans la sensibilisation de l'opinion publique, tant au niveau national qu'international (J. E. García Álvarez, 2023). Leur travail contribue ainsi à documenter une réalité souvent invisibilisée dans les discours médiatiques dominants et à renforcer la transparence dans un contexte marqué par les conflits et l'impunité.

Qui persécute les DDH?

Les DDH en Colombie font face à une persécution systématique de la part de plusieurs acteurs, allant des groupes armés illégaux aux autorités politiques locales et nationales, en passant par des intérêts économiques puissants. Cette violence est alimentée par le contexte de conflit prolongé qui caractérise le pays depuis plusieurs décennies.

Les groupes armés illégaux, tels que les dissidences des FARC et de l'ELN, sont parmi les principaux persécuteurs des DDH.



Un gilet avec un message appelant à la fin des meurtres de leaders sociaux est suspendu à un panneau de signalisation routière lors d'une journée de protestation pour la grève nationale à Cali (Colombie), le 2 juin 2021. (© Ernesto Guzmán Jr / EFE)

Ces groupes considèrent les défenseurs des droits de la personne comme des obstacles à leurs activités illégales, qu'il s'agisse de la guerre pour le contrôle territorial ou de l'exploitation des ressources naturelles (J. E. García Álvarez, 2023). Les militants écologistes et les leaders communautaires sont particulièrement vulnérables dans des zones comme l'Amazonie ou le Chocó, où des ressources naturelles, telles que le pétrole, l'or et le charbon, sont exploitées illégalement.

De plus, les paramilitaires, bien qu'ils aient été officiellement démobilisés après l'accord de paix de 2016, continuent d'opérer clandestinement dans certaines régions. Ils poursuivent leur contrôle territorial en persécutant ceux qui s'opposent à leurs projets, notamment les leaders communautaires, les militants écologistes et les avocats spécialisés dans les droits fonciers. Ils ont recours à des menaces de mort, des assassinats et des enlèvements pour intimider les opposants, avec comme objectif de maintenir leur emprise sur des territoires riches en ressources naturelles (Holmes et al., 2021). Leur activité s'inscrit dans une stratégie systématique de violence visant à protéger leurs activités économiques illégales, tout en alimentant un cycle de violence et d'impunité qui freine la paix et la justice dans ces régions.

Un autre acteur clé dans cette dynamique est le secteur économique, en particulier les multinationales et les entreprises nationales ayant des intérêts dans l'extraction minière, l'agriculture à grande échelle et les projets d'infrastructure. Les leaders communautaires et les défenseurs des droits fonciers se retrouvent souvent en première ligne contre ces puissants acteurs économiques, ce qui les expose à des risques considérables. Dans ce cas, les violences sont souvent perpétrées par des acteurs travaillant avec ces entreprises, tels que des groupes armés illégaux ou des réseaux criminels, qui cherchent à protéger des intérêts économiques ou territoriaux (Ballvé, 2020).

Finalement, le rôle de l'État colombien dans ces persécutions est marqué par une combinaison de complicité, d'inaction et, dans certains cas, d'implication directe. Bien que le gouvernement affirme condamner ces violences, les faits montrent une responsabilité multiple des institutions publiques.

D'une part, les forces de sécurité, notamment l'armée et la police nationale, ont été impliquées dans des assassinats de civils sous prétexte de lutte contre les guérillas ou les groupes criminels. Le scandale des « falsos positivos », où l'armée a exécuté des milliers de civils en les faisant passer pour des combattants ennemis, illustre cette implication directe (Vivanco, 2020).

Par ailleurs, la police anti-émeute (ESMAD) a été accusée d'abus de force et d'homicides lors des mobilisations sociales, souvent menées par des militants des droits de la personne (Haugaard, 2021).

D'autre part, l'inaction des autorités judiciaires et gouvernementales contribue à un climat d'impunité. Malgré des alertes répétées sur les menaces visant les DDH, les mesures de protection sont insuffisantes ou mal appliquées.

De plus, certains agents de l'État entretiennent des liens avec des groupes paramilitaires, qui sont parmi les principaux responsables des assassinats de militants. Cette connivence, combinée à l'absence de sanctions efficaces, permet aux attaques contre les DDH de se poursuivre sans conséquences réelles pour les auteurs (Genolio, 2023; Ballvé, 2020).

Que fait l'État pour protéger les DDH?

Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le président Gustavo Petro, premier dirigeant de gauche de l'histoire récente du pays, s'est engagé à faire de la protection des droits de la personne une priorité centrale de son administration. Il a orienté ses politiques vers les réductions des inégalités sociales et la consolidation de la paix et il a mis en œuvre des initiatives visant à renforcer la sécurité des DDH, à promouvoir la participation citoyenne et à aborder les causes structurelles de la violence (PACS, 2022). En contraste avec les administrations précédentes, cette approche ambitieuse semble refléter une volonté de transformation sociale et politique profonde.

Dès la formation de son cabinet en 2022, Gustavo Petro a envoyé un signal fort : son gouvernement ne sera pas composé uniquement des habitués politiques de carrière. À la place, il a privilégié des figures issues des mouvements sociaux et du militantisme, ce qui a mis de l'avant sa volonté de rompre avec les pratiques traditionnelles.

Francia Márquez, militante afro-colombienne pour les droits des communautés marginalisées, a été nommée vice-présidente.

Pour sa part, Danilo Rueda, coordinateur de la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz (CIJP), a été désigné commissaire à la paix, apportant avec lui son expertise en justice sociale et en défense des droits fondamentaux. Petro a également nommé deux leaders sociaux, soit Susana Muhamad en tant que ministre de l'Environnement et Patricia Ariza en tant que ministre de la Culture (Guerrero, 2022; Wadhwa, 2022).

En plaçant des DDH et des leaders sociaux à des postes stratégiques, l'administration Petro a marqué un tournant historique en Colombie. Elle s'est engagée à promouvoir une gouvernance axée sur l'inclusion, la justice sociale et la protection des droits fondamentaux, tout en se mobilisant pour transformer en profondeur les structures politiques et sociales du pays.

Une autre avancée significative initiée par l'administration Petro concerne la reprise des négociations de paix avec plusieurs groupes armés illégaux, y compris les guérillas et les organisations criminelles.

Il a également lancé la politique de « Paz Total » (Paix Totale), qui vise à établir une réconciliation nationale durable en impliquant tous les acteurs du conflit. L'objectif principal de cette politique est de réduire la violence, de favoriser le dialogue et de trouver des alternatives à l'escalade des hostilités (Buelvas & Collazos, 2023).

Bien que la protection des DDH n'ait pas été un objectif central de cette loi, elle constitue un effet direct majeur. En cherchant à désamorcer les conflits et à diminuer les violences structurelles, « Paz Total » aide à sécuriser les défenseurs des droits humains (Guerrero, 2022). L'un des grands objectifs de cette politique est de démanteler les réseaux de violence qui les menacent, ce qui leur assure une meilleure protection.

Même si la mise en œuvre de cette politique rencontre encore plusieurs défis, notamment à cause de la violence persistante de certains groupes armés, « Paz Total » représente un effort majeur pour offrir une alternative à la violence et renforcer la sécurité des DDH en Colombie.

En parallèle de cette initiative, le gouvernement a lancé le *Puesto de Mando Unificado por la Vida* (PMU) (Poste de Commandement Unifié pour la Vie), qui vise à renforcer la sécurité des leaders sociaux et des DDH, particulièrement dans les municipalités les plus touchées par la violence.

Le PMU a pour objectif de protéger spécifiquement ces acteurs sociaux en coordonnant les ressources et les efforts de sécurité entre les forces armées et les autorités locales. Il cible 65 des municipalités les plus vulnérables du pays, dans lesquelles les DDH sont les plus menacés (Peoples Dispatch, 2022)



Des personnes assistent à un rassemblement en faveur de Gustavo Petro à Cali, en Colombie. Il a suscité un engouement sans précédent depuis des générations pour un candidat de gauche. (© Ernesto Guzmán Jr/EPA)

Bien que la violence persiste, cette initiative représente un pas important vers une protection plus systématique et coordonnée des DDH dans le pays.

Cependant, malgré ces nouvelles mesures et la signature de l'accord de paix en 2016, l'État colombien demeure souvent perçu comme incapable de protéger efficacement les défenseurs des droits humains. La lente mise en œuvre des réformes liées à l'accord de paix, notamment celles portant sur la réforme foncière et la justice transitionnelle, ainsi que les failles dans le système de sécurité, ont permis à ces persécutions de perdurer (Vasquez, 2023).

De plus, l'absence d'une réponse judiciaire rapide et effective à ces crimes renforce l'impunité des persécuteurs, ce qui laisse les DDH sans protection.

L'assassinat de Johan Ferney Aguilar González, en 2023, est un exemple tragique parmi tant d'autres. Il avait dénoncé au préalable avoir été la cible de menaces de mort en raison de son engagement contre la société minière Miranda Gold et de ses intérêts économiques qui menaçaient à la fois l'environnement et les communautés locales. Bien qu'une enquête ait été ouverte, l'État colombien peine à résoudre l'affaire de manière transparente et efficace (Colombia Informa, 2023).

Ce meurtre, comme beaucoup d'autres, illustre non seulement la violence à laquelle font face les DDH, mais aussi la faiblesse de l'État dans la protection de ceux qui risquent leur vie pour défendre la justice sociale et environnementale.

Cette faiblesse étatique ne s'explique pas uniquement par une absence de volonté politique, mais résulte aussi de facteurs structurels profonds. La persistance du conflit armé dans certaines régions, la corruption endémique et, dans plusieurs cas, la collusion entre des acteurs étatiques et des groupes illégaux ou des intérêts économiques privés, compromettent sérieusement l'efficacité des mécanismes de protection.

En bref, bien que l'État ait un rôle primordial à jouer dans la protection des DDH, son incapacité à garantir leur sécurité face aux multiples menaces constitue un obstacle majeur à la consolidation de la paix et à la promotion des droits de la personne en Colombie. Cette situation est un défi majeur pour le pays, qui peine à mettre en œuvre des réformes structurelles efficaces tout en garantissant la sécurité et la protection des défenseurs des droits humains.

Conclusion

En conclusion, la persécution des défenseurs des droits humains en Colombie reste un défi majeur pour la construction d'une paix durable, malgré les efforts déployés par l'État pour améliorer la situation. Les violences systématiques auxquelles sont confrontés ces défenseurs témoignent de la persistance de conflits territoriaux, économiques et politiques profondément enracinés dans la société colombienne.

Même si les initiatives du gouvernement de Gustavo Petro montrent une volonté de renforcer la sécurité et de promouvoir des réformes structurelles, la mise en œuvre de ces mesures rencontre de nombreux obstacles. La protection des DDH reste insuffisante face à l'impunité des auteurs de violences, aux tensions sociales et à l'influence continue des groupes armés.

Par conséquent, bien qu'un certain progrès ait été réalisé, la Colombie doit encore surmonter de nombreux défis pour assurer la sécurité de ceux qui œuvrent en faveur des droits de la personne et pour parvenir à une réconciliation nationale véritable.



Si le nombre d'assassinat est en baisse, leur nombre demeure bien trop élevés. (© CHRISTIAN ESCOBARMORA / AFP)

Amnesty International Canada. (2024, avril 12). Colombia: Protect Amazon defender Jani Silva. <https://amnesty.ca/urgent-actions/colombia-protect-amazon-defender-jani-silva/>

Ballvé, T. (2020). The frontier effect: State formation and violence in Colombia. Ithaca: Cornell University Press.

Buelvas, E. P., & Collazos, A. M. V. (2023). Colombia ante la Paz Total de Gustavo Petro: precedentes históricos, retos y expectativas. Documentos de trabajo (Fundación Carolina): Segunda época, (78), 1.

Celis, L. (2019). Luttés paysannes en Colombie 1970-2016 : Conflit agraire et perspectives de paix. Baltimore, MD : Project Muse.

Colombia Informa. (2023, 7 septembre). Asesinan al hijo de líder que denunció amenazas en audiencia minera. Colombia INFORMA – Agencia de comunicaciones. <https://www.colombiainforma.info/asesinan-al-hijo-de-lider-que-denuncio-amenazas-en-audiencia-minera/>

Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición. (2022). Informe final: La verdad nos conecta, el informe final de la Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición. <https://www.comisiondelaverdad.co/hay-futuro-si-hay-verdad>

Front Line Defenders. (2023). Global analysis 2022: The situation of human rights defenders at risk. Front Line Defenders. <https://www.frontlinedefenders.org/en/resource-publication/global-analysis-2022>

Genolio, S. (2023). Identity vs Institution: Political Violence Against Environmental Activists in Colombia. https://research.library.fordham.edu/environ_2015/154/

Guerrero, J. (2022, 18 novembre). What has Gustavo Petro, Colombia's first leftist president, accomplished so far? Liberation News. <https://www.liberationnews.org/what-has-gustavo-petro-colombias-first-leftist-president-accomplished-so-far/>

Haugaard, L. (2021). Protests and Police Brutality in Cali, Colombia: Report from Latin America Working Group's Participation in an International Verification Mission. <https://www.lawg.org/wp-content/uploads/Protests-and-Police-Brutality-in-Cali-Colombia-memo-July-2021-2.pdf>

Holmes, J. S., Mendizabal, A. P., De La Fuente, D. S., Callenes, M., & Cárdenas, Á. (2021). Paramilitary violence in Colombia: A multilevel negative binomial analysis. Defence and Peace Economics, 32(2), 193-219.

Human Rights Watch. (2024). World report 2024: Colombia. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2024/country-chapters/colombia>

J. E. García Álvarez. (2023). Human Rights Defenders in Colombia in the internal armed conflict after the failed peace agreement and dismantling of FARCS. Human Rights. <https://esthinktank.com/2023/03/21/human-rights-defenders-in-colombia-in-the-internal-armed-conflict-after-the-failed-peace-agreement-and-dismantling-of-farcs/>

Melamed, J., & Espitia, C. P. (2017). Political Background of the Armed Conflict in Colombia: A History for not repetition. Ciencia y Poder Aéreo, 12(1), 136-143.

Peoples Dispatch. (2022, 23 août). Colombian government launches initiative for protection of social leaders. Peoples Dispatch. <https://peoplesdispatch.org/2022/08/23/colombian-government-launches-initiative-for-protection-of-social-leaders/>

Projet accompagnement solidarité Colombie (PACS). (2022). Conflit social colombien : Qu'est-ce qui attend le gouvernement de Petro et Márquez ? Caminando, 36(2), 11–15

U.S. Department of State. (2023). 2023 Country Reports on Human Rights Practices: Colombia. U.S. Department of State. <https://www.state.gov/reports/2023-country-reports-on-human-rights-practices/colombia/>

Vallier, M. (2023). Petro's Government One Year In. Nacla. <https://nacla.org/has-petro-delivered-on-campaign-promises>

Vasquez, G. (2023). Persistence of Human Rights violations in Colombia: A pre-and post peace treaty analysis. <https://www.diva-portal.org/smash/record.jsf?dswid=-4377&pid=diva2%3A1769689>

Vivanco, J. M. (2020). Los incentivos perversos detrás de los "falsos positivos". Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/es/news/2017/11/11/los-incentivos-perversos-detras-de-los-falsos-positivos>

Wadhwa, T. (2022, July 14). Meet the ministerial cabinet of Colombia's first left-wing government. People's Dispatch. <https://peoplesdispatch.org/2022/07/14/meet-the-ministerial-cabinet-of-colombias-first-left-wing-government/>

Remerciements à Garance Robert pour la révision de ce Coup d'Oeil